

VOUS INFORME QUE CE DOCUMENT FAIT L'OBJET D'UNE PROCEDURE DE

SIGNATURE ÉLECTRONIQUE



Le présent document est établi en un (1) exemplaire original signé par voie électronique par chacune des parties, qui ont consenti à l'utilisation de ce procédé et reconnu comme totalement valable ledit procédé de signature.

La version numérique de ce document a une valeur juridique probante complète, sa re-matérialisation sur papier n'est pas nécessaire.

La signature électronique vaut signature de **toutes les pages** et en conséquence remplace le **paraphe** de chacune des pages.


Les Parties reconnaissent que le procédé technique de signature électronique mis en œuvre permet de garantir et constituer la preuve de (i) l'identification du signataire du document, (ii) la préservation de l'intégrité de son contenu. Les Parties renoncent expressément à contester la recevabilité, la validité et la force probante de la signature électronique du présent document.

Les Parties conviennent que l'acte signé ce jour (i) constituera l'original dudit acte (ii) constituera une preuve par écrit, au sens des articles 1364 et suivants du Code civil, pouvant être valablement opposée aux Parties (iii) sera susceptible d'être produit en justice en cas de litige.

Les Parties reconnaissent enfin que le présent document signé par voie électronique sera le cas échéant admis comme original devant les tribunaux et fera la preuve des contenus qu'il contient, preuve recevable, valable et opposable entre les Parties, de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante qu'un document qui revêt une signature manuscrite, conformément aux articles 1356, 1366 à 1368 du Code civil.

Les signataires ci-dessous ont signé numériquement :

Bruno PACCoud

✓ Certified by  yousign

Signé le 19-06-2025
par Bruno PACCoud

ASSOCIATION LA POMMERAIE – JEAN VANIER

4 Route de TURRETOT

76280 CRIQUETOT L'ESNEVAL

Exercice clos le 31 Décembre 2024

Rapport sur les comptes annuels
Rapport spécial sur les conventions réglementées



AUDIT

Bruno PACCLOUD
Commissaires aux Comptes

Adresse de correspondance :
TGS France Audit
32 rue Pierre Brossolette
Tél 02 32 74 91 70 – E-mail : le-havre@tgs-france.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Adhérents,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION LA POMMERAIE - JEAN VANIER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqué ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les



AUDIT

*Rapport sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2024*

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LE HAVRE,

Pour TGS FRANCE AUDIT

Bruno PACCOUD
Commissaire aux Comptes

EHPAD la Pommeraie

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	128 486	68 408	60 077	63 786
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	89 969	88 505	1 464	2 514
		Immobilisations incorporelles en cours				
	Immobilisations corporelles	Avances et acomptes				
		TOTAL	218 455	156 914	61 541	66 301
		Terrains	314 224	47 527	266 696	271 002
		Constructions	11 631 232	7 058 435	4 572 797	4 868 258
		Inst.techniques, mat.out.industriels	4 706 989	3 664 257	1 042 732	1 025 451
Immobilisations corporelles en cours	Immobilisations corporelles en cours	176 947		176 947	262 779	
	Avances et acomptes					
	TOTAL	16 829 393	10 770 220	6 059 173	6 427 492	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts	203 921		203 921	191 589	
	Autres	1 000		1 000	1 000	
	TOTAL	204 921		204 921	192 589	
Total I		17 252 770	10 927 134	6 325 636	6 686 383	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	444 597		444 597	725 664
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	273 394		273 394	397 592
	TOTAL		717 992		717 992	1 123 257
	Divers	Valeurs mobilières de placement	10 518		10 518	10 518
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	1 301 996		1 301 996	910 318
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	45 401		45 401	51 044
	Total II		2 075 909		2 075 909	2 095 138
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		19 328 679	10 927 134	8 401 545	8 781 522	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

EHPAD la Pommeraie

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	77 768	150 507
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	280 900	286 220
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	1 631 625	1 631 625
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 631 625	1 631 625
	Report à nouveau	346 940	379 021
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	346 940	379 021
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-31 720	-110 439
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-31 720	-110 439
	Situation nette (sous-total)	2 305 514	2 336 934
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 468 216	1 536 358
	Provisions réglementées	378 334	377 774
Total I		4 152 065	4 251 067
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	38 152	39 315
Total II		38 152	39 315
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	421 770	473 081
Total III		421 770	473 081
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	1 638 437	1 770 536
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	8 279	9 199
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	243 099	438 103
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 628 423	1 529 245
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	271 317	270 973
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		3 789 557	4 018 057
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		8 401 545	8 781 522
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

EHPAD la Pommeraie

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	72 981	75 548
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	110 565	121 286
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	10 523 769	9 594 978
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
Charges d'exploitation	Contributions financières	3 000	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	112 822	103 113
	Utilisations des fonds dédiés	1 208	3 608
	Autres produits	310 930	282 961
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	11 135 277	10 181 495
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	1 987 303	2 035 598
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	726 405	648 740
	Salaires et traitements	5 589 466	5 152 407
	Charges sociales	2 208 809	1 857 054
Charges d'exploitation	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	528 379	520 725
	Dotations aux provisions	47 081	72 795
	Reports en fonds dédiés	45	29 081
	Autres charges	12 020	17 398
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	11 099 512	10 333 801
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	35 765	-152 305

EHPAD la Pommeraie

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	560	1 632 158
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	560	1 791
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	47 812	52 374
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	47 812	52 374
2. Résultat financier (III-IV)		-47 251	-50 583
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-11 486	-202 888
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	92 707	94 309
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	92 707	94 309
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	103 598 8 736 560	24 1 627
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	112 894	1 652
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-20 187	92 657
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		47	208
Total des produits (I + III + V)		11 228 545	10 277 596
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		11 260 266	10 388 035
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-31 720	-110 439
dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		-31 720	-110 439
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature		1 057	1 057
Prestations en nature		21 537	18 213
Bénévolat		22 594	19 270
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature		1 057	1 057
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature		21 537	18 213
Personnel bénévole		22 594	19 270
Total			

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet de promouvoir, d'aider, de coordonner ou de mettre en place toutes actions ou services en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées, tels que :

- / Construction, aménagements, agrandissements, équipements de locaux à vocation médico-sociale.
- / Gestion d'établissement et de service assurant un hébergement, un accompagnement et des soins aux personnes âgées et personnes handicapées.
- / Gestion et développement d'activités de proximité.
- / Activités d'animation, de loisirs inter générations.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

- La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :
 - / Hébergement de personnes âgées et personnes handicapées
 - / Animation d'un Foyer de vie pour les personnes handicapées
 - / Offre de répit de personnes âgées et personnes handicapées
 - / Accueil de jour de personnes âgées
- Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :
 - / Département de la Seine-Maritime

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

— Investissements

/ La Pommeraie

- Travaux et agencements : 29 146 €
- Matériel et outillage : 24 758 €
- Matériel médical : 26 335 €

/ Centre Jean Vanier

- Matériel et outillage : 39 274 €
- Travaux et agencements : 71 403 €
- Mobilier : 2 038 €

/ Accueil de Jour

- Matériel et outillage : 45 941 €

/ Communs

- Matériel de bureau : 2 239 €

— Ressources humaines (données au 31/12/2024)

/ La Pommeraie : 94.51 dont 62.99 CDI

/ Centre Jean Vanier : 62.68 DONT 49.99 CDI

— Autres informations (données au 31/12/2024)

/ Total des charges d'exploitation : 11 099 512 €

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Une hausse du prix de la journée de 5% par rapport à 2023 a été appliquée à l'Ehpad afin de faire face aux difficultés de l'établissement. Seuls les résidents ayant l'aide sociale bénéficient des tarifs fixés par le département.

4.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Postérieurement à la clôture, l'établissement subit encore les effets de la crise inflationniste.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques suivantes :

- / Règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC N°2020-08 ;
- / Règlement ANC N°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- / L'instruction comptable M22bis applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;
- / Règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général pour les dispositions non couvertes par les règlements précédents.

5.1.1 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.2 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et

identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.1.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	218 455			218 455
Immobilisations corporelles	16 674 817	252 397	97 821	16 829 394
Immobilisations financières	192 590	24 779	12 447	204 922
Total	17 085 862	277 176	110 268	17 252 771

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	152 154	4 760		156 914
Immobilisations corporelles	10 247 325	523 620	725	10 770 220
Immobilisations financières				
Total	10 399 479	528 380	725	10 927 134

Précisions :

- / Les frais d'établissement correspondent aux frais liés aux précédentes opérations de fusion.
- / Les constructions liées à l'EHPAD sont sur sol d'autrui.
- / L'amortissement des frais de restructurations de 1998 du Centre Jean Vanier, en accord avec le Conseil Général, est calculé suivant le plan de remboursement en capital des emprunts souscrits pour le financement de ces investissements. Au terme des remboursements d'emprunt, la valeur nette comptable restante sera amortie sur 10 ans.
- / Le bâtiment du centre Jean Vanier acquis en 2017 est amorti par composant. Les durées d'amortissements retenues sont conformes à l'Avis n°2004-11 du 23 juin 2004.
- / Les nouvelles chambres mises en service sont amorties sur une durée de 28 ans conformément à ce qui avait été décidé dans le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI).

6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Gros œuvre	Linéaire	30 à 50 ans
Plomberie	Linéaire	15 à 25 ans
Electricité	Linéaire	15 à 25 ans
Menuiserie	Linéaire	20 à 30 ans
Agencements des constructions	Linéaire	5 à 25 ans
Matériel détection alarme	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	5 ans

6.2 Actif circulant

6.2.1 Précisions sur d'autres créances

Les postes les plus significatifs des autres créances concernent les factures à établir et les produits à recevoir.

- Les factures à établir s'élèvent à 360 652 € et correspondent principalement :
 - / Aux frais de séjours du Département de Seine Maritime pour le mois de décembre 2024 : 236 370 €
 - / Aux frais de séjours des autres Départements : 34 053 €
 - / Aux autres frais de séjour 2024 : 63 229 €
- Les produits à recevoir s'élèvent 169 902 à et correspondent principalement à :
 - / Subvention d'investissement : 15 651 €
 - / Dotation complémentaire SEGUR Centre Jean Vanier 2024 : 103 418 €
 - / Solde du portage de repas pour le mois de décembre 2024 : 6 017 €
 - / Refacturations avec l'AAPA (mises à disposition) : 36 101 €
 - / Divers autres produits à recevoir : 8 715 €

6.2.1.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 45 402 € et correspondent à des charges d'exploitation exclusivement.

6.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice		Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant		Montant		Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	150 507		-72 739						77 768
Fonds propres avec droit de reprise	286 220		-5 320						280 900
Ecart de réévaluation									
Réserves	1 631 625								1 631 625
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	1 631 625								1 631 625
Report à nouveau	379 021		-32 081						346 941
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	379 021		-32 081						346 941
Excédent ou déficit de l'exercice	- 110 439		110 439		-31 721				-31 721
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	- 32 081		32 081		61 127				61 127
Situation nette (sous-total)	2 336 934		299		-31 721				2 305 512
Fonds propres (Dotations) consommables									
Subventions d'investissement	1 536 360				24 565		92 708		1 468 216
Provisions réglementées	377 775				560				378 335
Total	4 251 069		299		-6 596		92 708		4 152 064

Éclairer
Entreprendre
Réussir

© RYDGE Conseil

- (1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices ouverts **à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

6.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
— Fonds associatifs	150 507		72 739	77 768
Réserves				
— Excédents affectés en investissements CG	1 349 126			1 349 126
— Excédents affectés en investissements ARS	37 958			37 958
— Réserves comp. Ch. Amort. Section Hébergement	9 945			9 945
— Réserves comp. Section hébergement	105 014			105 014
— Réserves comp. Section Dépendance	31 056			31 056
— Réserves comp. Section Soins	22 567			22 567
— Réserves comp. CJV	75 958			75 958

6.3.1.2 Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle, provisoire, d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de

l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, ...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
— Apports (1)	24 020		5 320	18 700
— Fonds associatifs (2)	262 200			262 200

(1) Les apports avec droit de reprise correspondent aux subventions reçues des caisses de retraite, et ayant pour contrepartie la réservation de lits. Celles-ci sont donc virées progressivement en « fonds associatifs sans droit de reprise » conformément aux conventions signées.

(2) L'apport reçu de l'association AAPA en 2010 est viré en « fonds associatifs sans droit de reprise » au même rythme que les amortissements des biens qu'il a continué à financer.

6.3.2 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée

ESSMS

(Art 131-2) En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale **sous gestion contrôlée** de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;
- Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action

sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.

- Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débit	Crédit
Dépenses rejetées par la tarification (CP Centre Jean Vanier)	127 801	
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)		823 050
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée :		
— Report à nouveau		183 514
Résultats non affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs		
— La Pommeraie	181 062	
— Centre Jean Vannier	350 760	
Solde		346 941

6.3.3 L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire

Le CASF fixe les règles

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	- 31 721	- 110 439
Reprises du résultat antérieur (en + ou -)		
= Excédent ou déficit effectif global	- 31 721	- 110 439
Dont résultat effectif sous gestion propre	- 92 848	- 78 359
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	61 127	- 32 081

6.3.4 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

— Tableau des subventions d'investissements

Subventions d'investissement		Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	J	3 266 081	24 565		3 290 646
Quotes-parts virées au résultat		(1 729 722)	(92 708)		(1 822 430)
Montant net en fonds propres		1 536 358	(68 143)		1 468 216

6.3.5 Provisions réglementées

Cf § 6.5 les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges

Les provisions réglementées regroupent les provisions constituées conformément aux obligations spécifiques imposées par la réglementation budgétaire (instruction budgétaire et comptable M22) incluant :

- La différence de réalisation d'éléments d'actif : plus-values de cession affectées en ressources de la section d'investissement.
- Les produits financiers affectés en ressources de la section d'investissement pour l'établissement La Pommeraie uniquement.

6.4 Fonds reportés et dédiés

6.4.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Situations Ressources	Montant total des fonds	A l'ouverture de l'exercice	Report (Augmentation)	Utilisation (Diminution)	A la clôture de l'exercice
Mesures SEGUR		6 279	45		6 324
Table d'activité		5 526		1 209	4 317
ARS – investissement transition écologique		27 511			27 511
Total		39 316	45	1 209	38 152

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, le cas échéant relatives à des projets terminés dont l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer les ressources à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur

6.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées	377 775	560		378 335
Provisions pour gros entretien (1)	318 371		42 531	275 839
Provisions pour IDR (2)	139 852	3 130	11 908	131 073
Provision décret congés payés arrêt maladie (3)	14 858			14 858
Total	850 856	3 690	54 440	800 106

/ (1) Provision pour gros entretien :

- La Pommeraie : l'association a procédé au rachat d'une partie des bâtiments auprès de la société SEMINOR en 2008. La provision pour gros entretien constituée par cette dernière a également été transférée. Elle figure au compte 157200 "Provision entretien bâtiment".
- Centre Jean Vanier : la provision a été constituée chaque année sur la base de 0.50% du montant des travaux réalisés en 1998, soit 15 626 € par an jusqu'au 31 décembre 2014. A compter du 1er janvier 2015, et en accord avec le plan pluriannuel d'investissements déposé auprès du Conseil Départemental, la provision pour gros entretien n'est plus dotée pour satisfaire aux travaux de création de huit chambres en 2016 tout en ne faisant pas augmenter le prix de journée.
- Sur l'exercice 2024, 42 531 € ont été repris, correspondant à des travaux Centre Jean Vannier pour 25 092 € et La Pommeraie pour 17 439 €.

- / (2) Provision Indemnité Départ en Retraite (IDR)
- / (3) Conformément au décret d'application sur les congés payés acquis durant une période d'arrêt maladie professionnelle, une provision a été comptabilisée prenant en compte les congés qui auraient dus être acquis sur la période du 01/06/2023 au 31/12/2023.

6.5.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	131 073	386 880	517 953

Le total de l'engagement retraite calculé pour 386 880 € correspond au montant de l'indemnité départ en retraite selon la convention collective.

Le montant de la provision inscrite dans les comptes annuels pour 131 073 € correspond au montant de l'indemnité départ en retraite légale.

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

- / Le minimum légal

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé : 64 ans,
- Taux d'actualisation : 3,42%,
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 0%,

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover (= de la probabilité de démission),

/ Des statistiques propres,

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

Le pourcentage retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 50% pour les cadres et 50% pour les non-cadres.

6.6 Dettes

6.6.1 Précisions sur d'autres dettes

6.6.1.1 Factures non parvenues

Les factures non parvenues s'élèvent à 126 023 € et correspondent principalement à des charges d'exploitation (fluides, diverses prestations, honoraires, etc.).

6.7 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif			
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an et 5 ans au plus	Échéances à plus 5 ans	
<i>Créances de l'actif immobilisé :</i>				Emprunts obligataires convertibles (2)(3)					
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires (2)(3)					
Prêts (1)	203 921	203 921		Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :	1 638 437	132 745	537 654	968 038	
Autres	1 000	1 000		— à 1 an au maximum à l'origine					
				— à plus de 1 an à l'origine	1 638 437				
<i>Créances de l'actif circulant :</i>				Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	8 279	8 279			
Créances Clients et Comptes rattachés	444 597	444 597		Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	243 099	243 099			
Créances reçues par legs ou donations				Dettes des legs ou donations					
Autres	273 394	273 394		Dettes fiscales et sociales	1 628 423	1 628 423			
Charges constatées d'avance	45 401	45 401		Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés					
				Autres dettes (3)	271 317	271 317			
				Produits constatés d'avance					
TOTAL	968 313	968 313		TOTAL	3 789 555	2 283 863	537 654	968 038	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice	132 099				
				(3) Dont garanties par des sûretés réelles (indication des					

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre (= libre)		
— Résidence service	92 848	
Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)		
— Centre Jean Vanier	270 919	
— La Pommeraie		370 189
— Accueil de jour	79 609	
— Offre de répit		41 466
Résultat de l'exercice	31 721	

7.2 Ventilation des produits d'exploitation

	Montant
Produites de la tarification	10 523 170
Autres produits (dont APL & ALS)	310 930
Prestations de services	110 566
Production de repas	72 981
Reprise sur provisions et transferts de charges	112 822
Utilisations des fonds dédiés	1 209
Subventions d'exploitation	600
Contributions financières d'autres organismes	3 000
Total	11 135 278

7.3 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

- Heures de bénévoles (reçues) :
- Mise à disposition d'un local (donnée) : 14,1 m2

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
<i>Obtenue :</i>		
Heures de bénévoles	Heures*11.65€ smic brut 2024+52.37% de charges	21 537 €
<i>Offerte :</i>		
Mise à disposition d'un local	Surface*75 € prix moyen locatif	1 057 €

7.4 Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges

7.4.1 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

7.4.1.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	9 600
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	9 600

8 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

8.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions ...)

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 253 688 € en 2024.

Il n'a pas été versé de rémunération aux cadres dirigeants bénévoles.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « compte financier » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif ».

9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	POM	CJV	TOTAL
CDI	62,99	49,99	113
Temporaires	31,52	12,69	44,21
Total	94,51	62,68	157,2

10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

10.1 Engagements financiers

Un bail emphytéotique est conclu entre la mairie de Criquetot l'Esneval et l'association. Il prendra fin le 31 décembre 2070, la date à laquelle les bâtiments seront repris par la commune pour une valeur nulle.

10.2 Dettes garanties par des suretés réelles

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

	Montant garanti
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>	1 638 437 €

